

Le problème de l'eau en Bretagne

par Y. LE GAL

A plusieurs reprises la S.E.P.N.B. a donné dans la revue *Penn ar Bed* ou dans les colonnes des quotidiens régionaux son avis sur la politique de gestion de l'eau menée actuellement en Bretagne.

A la suite des crues catastrophiques survenues en 1974... puis de l'été sec de 1976, un ensemble considérable de projets de barrages a vu le jour.

La plupart des fleuves bretons se révèlent offrir des sites favorables à l'implantation de ces ouvrages d'art et sur certains sites des pré-études techniques ont été entreprises.

Le présent numéro de *Penn ar Bed* tente de faire le point sur cette question et sur les problèmes de gestion de l'eau dans notre région. Nous pensons ainsi offrir aux membres de la S.E.P.N.B. des éléments de réflexion qui leur permettront d'apprécier l'importance du problème de l'eau en Bretagne et de juger de la valeur des remèdes apportés.

L'EAU : RESSOURCE NATURELLE ESSENTIELLE

Il ne paraît pas inutile de rappeler combien la molécule d'eau s'est révélée être une des bases essentielles et spécifiques de l'apparition et du maintien de la vie sur terre. Toutes les molécules biologiques s'ordonnent, se combinent, réagissent en fonction de leur caractère hydrophile ou hydrophobe.

Les premiers globules lipidiques renfermant les polynucléotides et polypeptides, précurseurs des cellules vivantes, flottèrent sur une mer d'eau douce ou saumâtre.

Sans eau, facteur réactif et structurant, pas de vie possible sur notre planète.

C'est dire la valeur de cette ressource naturelle indispensable, et le prix que l'on doit accorder à la maîtrise de ce constituant de base de la biosphère.

Plus que pour toute autre ressource naturelle, pétrole, minerais, etc., la gestion de l'eau que nous buvons, que nous utilisons en agriculture, pour nos industries, l'eau douce de nos rivières et des estuaires doit être exclusive de tout gaspillage.

CRUES ET SECHERESSE : DEUX VOLETS D'UN MEME PROBLEME

Depuis quelques années le régime des eaux superficielles en Bretagne semble être devenu capricieux. L'alimentation en eau potable de nos cités devient de plus en plus difficile à maîtriser en été. Les crues « centenaires » deviennent de plus en plus fréquentes (!). En un mot, on assiste à un accroissement du régime torrentiel de certains de nos cours d'eau.

Ces constatations peuvent être faites par chacun d'entre nous sans qu'il soit besoin d'être expert en la matière. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les solutions à apporter.

Il y a, en effet, deux manières d'aborder ce problème. Soit mettre dans la balance les ressources du génie inventif de l'homme, sa capacité à maîtriser la nature grâce à l'apport de sa technologie pour régulariser les excès du milieu naturel et suivre la demande sans cesse croissante des consommateurs ; soit analyser avec attention et précision les causes profondes des modifications que nous observons et les raisons de nos besoins accrus en eau.

Il est clair que la solution ultime ne pourra être trouvée que dans une confrontation de ces deux manières de voir.

LES CAUSES

D'une manière générale, il semble bien que les variations des conditions climatiques ne soient pas les seuls phénomènes à mettre en cause.

Une étude effectuée sur deux affluents du Scorff de caractéristiques très voisines mais dont le bassin de l'un a été l'objet d'un remembrement des terres montre très clairement que l'arasement des talus sur les pentes, la rectification des ruisseaux conduit à « gommer » les capacités de rétention et de régulation de l'ensemble du bassin versant. C'est là une des principales causes du caractère torrentiel apparu récemment sur certains de nos cours d'eau.

A cela s'ajoute le comblement, ou le drainage de nombreuses prairies humides. Dans ces zones, en effet, les eaux en crue peuvent s'étendre en largeur et retarder d'autant la montée des eaux. Cette fonction est bien évidemment supprimée lorsque les berges sont comblées et les cours d'eau canalisés, ce que l'on observe à l'amont de certaines villes d'estuaire.

LES SOLUTIONS

Quels remèdes peut-on apporter à une telle situation. Apparemment et curieusement, la solution de rendre aux cours d'eau leur vocation première et leurs capacités de régulation en remettant en état les boisements des bassins versants semble être écartée assez systématiquement.

Par contre, il semblerait que l'on s'oriente vers une politique d'implantation de barrages. Ces barrages peuvent être de plusieurs types :

- Plans d'eau touristiques
- Barrages écrêteurs de crues
- Réserves d'eau potable

A titre d'exemple, il est prévu dans les Côtes-du-Nord, sur le Leff ou sur le Trieux (et vraisemblablement, à terme, sur les deux), deux importants barrages d'une capacité d'au moins 16 millions de m³. Celui du Trieux, pour 9 km de long, noiera 140 ha. Pour le Leff, c'est 195 ha de terre à culture (les meilleures sont dans les vallées) qui disparaîtront.

Pour chaque barrage, c'est environ 20 fermes qui seront ainsi noyées. Ceci semble pour le moins excessif, surtout pour une région qui au plus fort de la sécheresse n'a pas manqué d'eau.

Notons également que l'un de ces barrages serait situé en aval d'une ville importante (Guingamp) et que la qualité de l'eau ainsi mise en réserve risque fort d'être remise en question pour chaque pollution ou mauvais fonctionnement de la station d'épuration. Que sait-on des vitesses d'envasement de ces retenues d'eau, l'évaporation, l'eutrophisation qui a de fortes chances de se produire n'auront-elles pas comme conséquence de rendre toute cette eau impropre à la consommation (à moins de la traiter chimiquement !).

Cette tendance à la concentration des moyens : stockage de masses d'eau importantes, réseaux centralisés d'adduction d'eau, systèmes d'épuration, est constante dans l'esprit de nos administrations.

Il y a là un souci de rentabilité des investissements fort évident auquel s'ajoute le sentiment de puissance et de satisfaction de ceux qui domptent et domestiquent la nature.

Il y a à cela une contrepartie évidente : la concentration des nuisances et l'accroissement des difficultés de traitement.

Sait-on que dans cette région Leff-Trieux la plupart des communes rurales sont en mesure de s'approvisionner d'une manière autonome sans passer par un réseau hypercentralisé (et coûteux pour la collectivité) d'adduction d'eau. Sait-on également qu'à Treleven cette solution n'est plus possible car la source locale (débit 100 m³/jour en période de sécheresse) est contaminée par un tas de fumier déposé à quelques mètres de là.

Si on calcule la surface des terres qui sera rendue inutilisable par les retenues d'eau prévues, on constate que celle-ci sera bien supérieure à ce qui serait rendu nécessaire pour la protection individuelle des différents points d'eau utilisables localement.

C'est là un problème de fond : pourquoi pratique-t-on cette fuite en avant vers la construction d'ouvrages coûteux et à l'efficacité hasardeuse quand on a à sa portée des solutions sans doute plus discrètes mais au moins aussi efficaces. La rénovation rurale passe-t-elle par la marginalisation progressive des petites exploitations incapables d'investir dans l'irrigation ou par la rénovation des sources ?

Il ne faut pas cependant en conclure que tout projet de retenue d'eau doit être abandonné. L'alimentation en eau des agglomérations ne pourra, nous en sommes conscients, être réglée en remettant en service les fontaines.

La conclusion évidente est qu'un temps de réflexion s'impose. Que pour chaque projet de barrage proposé par l'administration,

on se pose honnêtement la question de savoir, non seulement si l'emplacement en est bien choisi, mais également si la solution du barrage est bien la seule possible et la plus réaliste.

PROBLEMES DE CONSOMMATION

Un autre aspect du problème de l'eau est lié aux difficultés croissantes d'approvisionnement et à l'augmentation de notre consommation à l'échelon individuel ou industriel.

Il est clair qu'à cet égard nous pratiquons une politique de gaspillage effréné.

Dans certains pays plus regardants, la Grande-Bretagne par exemple, un effort considérable a été fait pour réduire la consommation des foyers et des industries. Ceci n'a pas été obtenu par des moyens coercitifs tels que des coupures d'eau mais par une recherche à tous les niveaux des gaspillages (robinets qui fuient, machines à laver gourmandes, etc.) et par la mise en place de recyclages efficaces (80 % d'économie pour une papeterie).

En France, l'absence d'une telle politique est une des composantes principales du problème de l'eau.

Au contraire, on voit même à l'heure actuelle se développer dans le milieu rural une propagande en faveur des techniques d'irrigation.

L'objection selon laquelle irrigation et engrais ont abouti à une augmentation spectaculaire des rendements des cultures ne tient plus quand on sait que ces accroissements sont bien souvent dus à une prise d'eau plus importante des plantes. Les rendements en poids sec ne varient pas.

Il n'est donc pas du tout sûr que cela soit la bonne solution. Ne voudrait-il pas mieux, en effet, adapter les cultures aux conditions de climat, de sol, que de développer des cultures peu adaptées à nos régions et toujours à la limite du déséquilibre ?

LA QUALITÉ DES EAUX

Limitée en quantité, l'eau en Bretagne l'est aussi en qualité. Le lessivage des sols entraîne des quantités de plus en plus importantes de terres arables, d'engrais dans les cours d'eau. Le développement trop souvent incontrôlé, quant à leur implantation, des élevages industriels conduit à un enrichissement progressif des cours d'eau en matières organiques et en bactéries.

Là encore, la mise en place d'installations de grande taille rend la solution des problèmes d'épuration plus difficile et plus coûteuse.

Le déversement dans les eaux de l'Inam, affluent de l'Ellé, des résidus, même partiellement épurés, du futur complexe agro-alimentaire du Centre-Bretagne (un des plus importants d'Europe), risque de réduire à néant les efforts (et les supports financiers) que nécessitent les opérations de dépollution de la Laïta.

Les eaux superficielles, fragiles car accessibles aisément, ne sont pas seules en cause. Alors que les campagnes de forages se développent, sait-on que souvent les nappes souterraines sont déjà

polluées et impropres à la consommation. C'est en particulier le cas de Rennes où une grande industrie a rendu inutilisable la nappe phréatique.

Le développement économique de la Bretagne est plus que jamais une nécessité, mais il ne peut se faire d'une manière efficace que s'il se fait dans le respect des ressources naturelles et en particulier de nos ressources en eau.

Si l'on examine le cas cité plus haut du complexe agro-alimentaire, on peut constater que la concentration de ce type d'entreprise n'a jamais conduit à un accroissement de l'emploi. Au contraire, l'expansion résultant de l'implantation de cette usine risque fort de n'être qu'apparente car elle se fera aux dépens d'autres parties de la Bretagne d'une part, aux dépens des ressources naturelles, et aux dépens enfin de la qualité de la vie des populations concernées (problèmes de transports, de changement de domicile, etc.).

Aucun aménagement ne peut plus se faire d'une manière isolée. L'épandage du lisier à proximité des rivières ostréicoles en est un autre exemple. L'eau, source et support de la vie, est aussi de plus en plus le véhicule des pollutions, des engrais aux liqueurs noires en passant par les virus.

Nos besoins en eau sont réels même s'ils semblent parfois exagérés. Nous devons donc travailler à la mise en place d'une politique de l'eau qui ne nous laisse pas à terme démunis face à ce problème. Mais il est clair que toute solution qui ne prendra pas en compte l'ensemble du système biologique auquel nous appartenons sera vouée à l'échec. Le « génie inventif » de l'homme le conduit à penser que seul parmi tous les êtres vivants il pourra agir impunément sur la nature, trouver des solutions à ses problèmes de développement en dehors de toute référence au milieu naturel, réparer les erreurs de ses techniciens par celles d'autres techniciens.

Il est plus que temps, non pas de « revenir à la bougie » ou au porteur d'eau mais d'envisager des solutions neuves, modernes, basées sur le respect des équilibres biologiques et sur la préservation de nos ressources naturelles. La gestion de l'eau en Bretagne peut nous donner l'occasion de mettre en place ces technologies de l'avenir. Ne laissons pas passer cette chance.